Révolutions arabes : la tectonique syrienne

Gilles Kepel

L'auteur, professeur à Sciences Po*, analyse en quoi les événements en Syrie modifient notre lecture du « printemps arabe ».

La guerre civile qui se déroule en Syrie est en train de bouleverser en profondeur la dimension des révolutions arabes, telles que nous les avions connues depuis l'éclosion des « printemps » de l'année 2011. En Tunisie, en Égypte, en Libye, le vaste mouvement social et politique qui réclamait la chute des dictatures issues de l'indépendance, l'avènement d'un État de droit et la justice, était resté pour l'essentiel un enjeu intérieur à chaque pays – même si les révolutions avaient fait tache d'huile, voire avaient déstabilisé un pays voisin, comme le Mali subissant les contrecoups du repli des mercenaires de Kadhafi.

Après une première phase où les démocrates occidentaux se sont identifiés à la jeunesse descendue au nom des droits de l'homme avenue Bourguiba à Tunis ou place Tahrir au Caire et se sont enthousiasmés pour les révolutionnaires qui prirent spontanément les armes depuis Benghazi pour faire choir la dictature libyenne, l'appuyant avec les frappes de l'Otan, l'institutionnalisation politique du changement a échappé à ceux qui l'avaient initié.

Les structures profondes et les forces organisées des sociétés arabes contemporaines, les divers mouvements et partis islamistes, les réseaux tribaux appuyés sur des milices armées ont mobilisé les électeurs et conquis la majorité dans la plupart des Parlements, portant même un frère musulman à la présidence de l'Égypte, plus de quatre-vingts ans après la fondation de ce mouvement dans la vallée du Nil.

La perplexité des opinions occidentales envers l'évolution de la situation politique arabe a accompagné celle des investisseurs face à la dégringolade du cours de Bourse de Facebook, rassembleur de la jeunesse révolutionnaire, mais la légitimité du suffrage universel a fait des divers partis issus des Frères musulmans, voire du salafisme, des interlocuteurs officiels – sauf à renier ses convictions démocratiques. À l'engouement des débuts s'est substitué un réalisme qui rend comptables les nouveaux gouvernements, notamment islamistes, de leurs réalisations dans les domaines économiques et sociaux, et remet à la sagesse des électeurs arabes le choix de les sanctionner ou de les reconduire au prochain scrutin.

Cette routinisation démocratique, qui met par ailleurs sous tension des mouvements issus de la clandestinité, de l'action secrète, et dont les membres les plus radicaux tenaient la démocratie pour la pire des impiétés, car elle substituait la souveraineté du peuple à celle d'Allah, n'est pourtant plus l'enjeu majeur, un an et demi après le début des révolutions arabes.

> « La guerre civile en Syrie inaugure (…) une mutation structurelle dans les révolutions arabes, qui touche désormais aux enjeux centraux du monde »

Le drame syrien en est l'illustration la plus terrible, passé le signe avant-coureur de la répression du soulèvement à majorité chiite au Bahrein dès mars 2011 : c'est l'équilibre d'ensemble du monde arabe, et à travers lui l'articulation du Moyen-Orient au système du monde depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, qui fait aujourd'hui question. La Syrie, voisine de l'État hébreu et alliée de la République islamique, est en effet la clé de voûte de cette architecture. L'un des piliers repose sur le Levant, structuré par l'antagonisme israélo-palestinien et ses effets de souffle vers le Liban, la Jordanie ou le Sinaï égyptien. L'autre pilier s'appuie sur le golfe Persique, exportateur majeur des hydrocarbures qui fournissent l'énergie à l'économie mondiale, dont les cours s'envolent aujourd'hui à la mesure de l'antagonisme entre l'Iran et les pays arabes du Conseil de coopération du Golfe qui questionne le passage des tankers dans le détroit d'Ormuz. Il est prolongé d'un affrontement intra-arabe entre les sunnites d'une part, les chiites et leurs alliés alaouites de l'autre, dont la Syrie, Bahrein, mais aussi le Liban et l'Irak constituent les champs de bataille principaux pour aujourd'hui et demain. Dans cet affrontement, les pétromonarchies arabes sont un acteur essentiel, particulièrement l'Arabie saoudite et le Qatar.

Ces deux États de taille très différente, mais tous deux richissimes d'une rente pétrolière et gazière dont la contrepartie est l'obsession sécuritaire, interne et surtout extérieure, ont réagi différemment aux révolutions arabes dans un premier temps. La diplomatie proactive de Qatar, à travers le relais médiatique exceptionnel d'al-Jazeera, a encouragé celles-ci, choisissant très vite de les préempter et d'appuyer partout les Frères musulmans, dont le réseau international lui fait espérer de contrebalancer par un « croissant fériste » le poids du colosse saoudien et de ses affidés salafistes. Riyad, initialement méfiant et réactif, hostile aux Frères qui concurrencent son hégémonie sur l'islam sunnite, a mis ensuite toute son influence derrière les salafistes, dont les principaux oulémas sont saoudiens. L'Égypte, dont l'économie à bout de souffle a un besoin vital des pétrodollars du Golfe pour nourrir ses 90 millions d'habitants, est l'illustration par excellence de cette compétition intra-sunnite saoudo-qatarie, par salafistes et frères musulmans locaux interposés.

Mais c'est en Syrie que se joue aujourd'hui la « mère des batailles » entre des forces sunnites régionales démographiquement majoritaires, elles-mêmes désunies, et des chiites minoritaires, cherchant à s'allier aux autres minorités régionales, notamment alaouites, chrétiennes ou druzes, sous l'égide de Téhéran, engagé dans une course périlleuse à l'arme nucléaire. En ce sens, les enjeux internes syriens, le combat démocratique engagé par les forces de l'opposition contre « l'État de barbarie » qu'a si bien analysé Michel Seurat, sont directement articulés – et c'est la grande différence avec la Libye, par exemple, qui empêche d'assimiler Alep à Benghazi – avec des lignes de force tectoniques qui les dépassent, où les acteurs, par-delà les pétromonarchies du Golfe et l'Iran, ont pour nom Israël, la Russie, la Chine et les États-Unis (et, dans une moindre mesure, l'Europe). La guerre civile en Syrie inaugure de la sorte une mutation structurelle dans les révolutions arabes, qui touche désormais aux enjeux centraux du monde – et qui se jouera au moins autant dans le détroit d'Ormuz ou à Jérusalem que dans les banlieues de Damas ou d'Alep.

** Membre senior de l'Institut universitaire de France, auteur du* Prophète et Pharaon. Les mouvements islamistes dans l'Égypte contemporaine, *réédition 2012, Folio Histoire.*

Football sans frontières

Michel Pautot

L'avocat au barreau de Marseille, spécialisé dans le sport*, nous livre sa réflexion sur l'internationalisation des clubs et notamment du PSG.

Depuis l'arrivée du Qatari Nasser al-Khelaïfi à la présidence du PSG, l'objectif est clair : hisser le club de la capitale parmi les grands d'Europe. Pour y arriver, le président n'hésite pas, avec l'aide de son directeur sportif Leonardo (Brésil), à recruter quelques-unes des plus grandes stars étrangères du ballon rond, au prix fort.

L'internationalisation du PSG a débuté lors de l'été 2011 avec le transfert de Javier Pastore (Argentine) et a été amplifiée lors de l'hiver 2012 avec l'arrivée du technicien Carlo Ancelotti (Italie) au poste d'entraîneur et le vrai-faux transfert de David Beckham (Angleterre). L'été 2012 est celui de tous les records avec l'arrivée au PSG du géant Zlatan Ibrahimovic (Suède), considéré comme l'un des meilleurs attaquants au monde, quelques jours seulement après celles du défenseur Thiago Silva (Brésil) et de l'attaquant Ezequiel Lavezzi (Argentine). Le club parisien imite ainsi la légendaire politique des « Galactiques » du Real Madrid CF initiée par le président Florent Perez, et celle menée en Angleterre par Chelsea FC et Roman Abramovitch (Russie), ou encore celle, récente, de Manchester City.

Le recrutement de stars étrangères n'est pas nouveau, il en allait déjà ainsi à une période où la présence des joueurs étrangers était limitée dans les clubs en raison des « quotas ». Les meilleurs ont toujours été avec les meilleurs. Marcel Desailly, un des plus grands joueurs de l'histoire de l'équipe de France de football, n'hésite pas à affirmer dans la préface de notre ouvrage* : « *J'ai joué au Milan AC. C'est peut-être ma plus belle expérience de footballeur. C'est sans doute en Italie que j'ai le plus progressé car j'ai côtoyé ce qui se faisait de mieux au monde.* » Si nous consultons la prestigieuse histoire des clubs, leur légende s'est bâtie grâce aux exploits de leurs joueurs étrangers : Alfredo Di Stefano (Argentine), Ferenc Puskas (Hongrie), Raymond Kopa (France) au Real Madrid, Johan Cruyff (Hollande) au FC Barcelone… Dans les années 1980-1990, les présidents du Milan AC et de l'OM n'hésitaient pas à recruter les meilleurs étrangers. Si le trio néerlandais Frank Rijkaard-Marco Van Basten-Ruud Gullit a fait les beaux jours du Milan AC, l'OM avait acheté au prix fort Chris Waddle (Angleterre) et embauché Rudi Völler, champion du monde avec l'Allemagne. Le club phocéen, qui avait recruté comme entraîneurs le célèbre « Kaizer » Franz Beckenbauer (Allemagne), un des deux seuls à avoir gagné la Coupe du monde comme joueur et entraîneur, et « Raymond la Science » Goethals (Belgique), souhaitait même recruter le prodige Diego Maradona !

La construction européenne, par ses aspects économiques, a bouleversé le paysage sportif et accéléré l'internationalisation de la composition des équipes européennes. Les arrêts Bosman de 1995 (liberté de circulation des travailleurs communautaires posée par le traité de Rome) et Malaja de 2002 (interdiction de la discrimination en raison de la nationalité en ce qui concerne les conditions de travail posée par les accords européens) ont permis aux clubs de « s'engouffrer » dans la voie de la mondialisation. C'est ainsi que des clubs anglais et italiens ont débuté des matchs avec une équipe composée de 100 % de joueurs étrangers : Chelsea FC en 1999, Arsenal et l'Inter Milan en 2005. De même, l'Inter Milan, vainqueur en 2010 de la Champions League, a remporté la finale avec 92,85 % de joueurs étrangers, et le seul joueur italien est entré sur le terrain à une minute de la fin ! L'étude Légisport* démontre que, grâce à la construction de l'Union européenne, un club peut jouer avec exclusivement des joueurs non nationaux, ce qui n'était pas possible avant en raison de l'application des « quotas ». Nous comprenons mieux la phrase prophétique de Jean Monnet, un des pères fondateurs de l'Europe : « *Nous ne coalisons pas des États, nous unissons des hommes.* » Oui, le sport est précurseur du brassage et de la rencontre des hommes.

> « Si nous consultons la prestigieuse histoire des clubs, leur légende s'est bâtie grâce aux exploits de leurs joueurs étrangers »

Même s'il est toujours difficile de prédire l'avenir, le fair-play financier ne concerne pas, à première vue, la limitation des transferts des joueurs, mais plutôt l'assainissement des finances des clubs en raison de leur endettement. La loi française du 2 février 2012 visant à renforcer l'éthique du sport veut favoriser l'équité sportive, la pérennité des compétitions, en évitant l'explosion de la masse salariale (souvent contractée par l'achat à prix d'or de stars étrangères) et l'endettement catastrophique des clubs.

Les mesures de fair-play financier pourront aboutir à une réduction des mouvements des joueurs, mais favoriseront, comme par le passé, les clubs les plus riches. Mais le talent d'exception repousse, par définition, les limites de la pratique normale des prix. Dans les années 1980, le transfert le plus cher était celui de Diego Maradona (Argentine) à Naples (80 millions de francs). Aujourd'hui, c'est Cristiano Ronaldo (Portugal) au Real Madrid (93 millions d'euros). Imaginons si le prodige Lionel Messi (Argentine), triple Ballon d'or, quitte le Barça… Le talent n'a pas de prix. Les appétits existent toujours, l'exemple du Qatar en est la parfaite illustration.

**Auteur de l'étude annuelle Légisport « Sport et Nationalités » et de l'ouvrage « Le Sport et l'Europe. Les règles du jeu », Territorial Éditions, coll. Presses universitaires du sport.*

LE FIGARO

Dassault Médias
14, boulevard Haussmann
75009 Paris
Président-directeur général
Serge Dassault
Administrateurs
Nicole Dassault, Olivier Dassault, Thierry Dassault, Jean-Pierre Bechter, Olivier Costa de Beauregard, Benoît Habert, Bernard Monassier, Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
14, boulevard Haussmann
75009 Paris
Président
Serge Dassault
Directeur général, directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué des rédactions
Jean-Michel Salvator
Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capèle (Économie), Anne-Sophie von Claer (Style, Art de vivre, So Figaro), Anne Huet-Wuillème (Édition, Photo, Révision), Sébastien Le Fol (Culture, Figaroscope, Télévision), Paul-Henri du Limbert (Politique, Société, Sciences), Étienne de Montety (Débats et Opinions, Littéraire), Pierre Rousselin (Étranger) et Yves Thréard (Enquêtes, Opérations spéciales, Sports, Paris)
Directeur de la rédaction du Figaro.fr
Luc de Barochez

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteurs en chef
Graziella Boutet (Infographie)
Frédéric Picard (Édition)
Éditeur
Sofia Bengana

FIGAROMEDIAS
9, rue Pillet-Will, 75430 Paris Cedex 09
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07
Président-directeur général
Pierre Conte
Direction, administration, rédaction
14, boulevard Haussmann
75438 Paris Cedex 09
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression
L'Imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
Imprimahd Casablanca Maroc
ISSN 0182-5852
Commission paritaire n° 0416 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7 h à 17 h ; sam. de 8 h à 12 h au 01 70 37 31 70. Fax : 01 55 56 70 11. Gérez votre abonnement sur http://abonnes.lefigaro.fr
Formules d'abonnement pour 1 an
Club : 395 €. Semaine : 229 €. Week-end : 195 €.

Ce journal se compose de :
Édition nationale
1er cahier 20 pages
Cahier 2 Économie 6 pages
Sur certaines éditions :
Supplément 3 Magazine 104 pages
Supplément 4 Madame 128 pages
Supplément 5 TV 72 pages
Promo Portage COGEDIM : diffusion sur une partie du territoire national